

# Les travaux de la troisième correction du Rhône démarrent

Xavier Filliez LE TEMPS du 28 janvier 2009

Le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina (à g) et le chef de chantier Tony Arborino, hier à Viège. (photo Olivier Maire - photo-genic.ch)



Le chantier, devisé à 1,5 milliard de francs, permettra à terme de mettre la plaine du Rhône à l'abri des crues du fleuve.

## Les liens

○

### Publicité

On retiendra ces coups de pelle plantés dans les limons du Rhône. Quoique grossièrement simulés par des conseillers d'Etat et autres chefs de services travestis en cantonniers le temps d'une photo souvenir.

Hier à Viège, à quelques mètres du site chimique de la Lonza, la plus grande entreprise du canton – et aussi la plus menacée en cas de crue – les prophéties techniques du chef de la troisième correction du Rhône (Rhône 3), Tony Arborino, à une assemblée fleurie de politiciens et d'ingénieurs, sonnaient le démarrage du «chantier du siècle» en Valais. Et reléguaient, le temps d'une matinée grisâtre, la campagne pour les élections cantonales de mars prochain au rang de bastringue de seconde zone.

### Un nouveau dessin

Pour un coût estimé à 1,5 milliard de francs, on s'apprête à redessiner le cours du fleuve. Il devra résister aux crues centennales, supporter, en gros, deux fois plus de débit

qu'actuellement. Le grand remaniement devrait s'étaler sur les 30 prochaines années. Et faire parler de lui pour l'éternité.

Classé «numéro un» des «sites prioritaires» dans l'agenda du Conseil d'Etat, c'est Viège qui ouvre les feux pour «éviter le pire». Ici, les dégâts en cas de grosse catastrophe sont chiffrés à deux voire trois milliards de francs. Sans compter les coûts humains et autres dommages environnementaux.

«Le pire» a d'ailleurs été évité de justesse en 2000. Les tempêtes d'octobre avaient alors mis le milieu de la sécurité valaisan en alerte autour de la Lonza. «Durant trois jours, on avait limité les dégâts en empilant des sacs de sable», se souvient, un peu pâle, Albert Fournier, des routes et cours d'eaux.

A un journaliste, les pieds dans le sable, qui lui assure avoir constaté que les eaux étaient «à ras bord» sur ces mêmes berges en mai dernier, le conseiller d'Etat Jean-Jacques Rey-Bellet répond d'ailleurs en se pinçant: «La plupart du temps, ici, on passe avec une bonne dose de chance...»

Trois méthodes

C'est dire si l'approximation et le temps des solutions bouts de ficelle doivent aujourd'hui céder sa place à l'ingéniosité et aux aménagements sur mesure.

La combinaison de trois méthodes permettra de donner au Rhône l'assise qu'il mérite. Un élargissement de son lit de 35 à 45 mètres. Un approfondissement du fond. Et un renforcement des digues, grâce à la construction d'un mur en béton intégré de près de 40 000 mètres carrés de surface. Les pelles mécaniques cogneront durant huit ans. Coût de cette première phase: 120 millions de francs.

Viège est en pole position. Et les autres sites «critiques», Sierre, Sion, la région de Fully, le coude de Martigny, Monthey, Aigle et leurs usines? La prochaine étape pourrait démarrer dans les trois ou quatre ans, souffle-t-on dans l'assistance.

«Non, beaucoup plus tôt!», s'égosille le président du gouvernement, Jean-Michel Cina. Un enthousiasme qui traduit peut-être de vieux réflexes de campagne. Le benjamin du gouvernement devra défendre son siège au Conseil d'Etat en mars et multiplie forcément les preuves d'activisme.

En tant que ministre de l'Economie, il dissertera aussi abondamment sur l'importance «de concéder de tels investissements alors que la crise ne nous a pas encore atteints».

Pour ce qui est de l'ardoise de «Rhône 3», le canton compte sur une participation de la Confédération à hauteur de 65%. En plus des crédits ordinaires attribués à la protection contre les crues, le parlement fédéral devrait voter cet été un crédit-cadre de 500 millions pour les douze prochaines années.

A Viège, les engins crachent leurs premières volutes ces jours. Or, le plan d'aménagement général de la troisième correction prête à un bras de fer récurrent entre ingénieurs, écologistes et agriculteurs. Les défenseurs de l'environnement revendiquent davantage de terres rendues à la nature, 450 hectares.

Une solution idéale?

Quant aux agriculteurs, ils refusent de voir 400 hectares de terres fertiles mangées par le remaniement du Rhône comme le prévoit le plan d'aménagement actuel. Ils se sont mis en tête de confronter leur thèse à celle de l'Etat. Ils militent pour un approfondissement général au lieu d'un élargissement à certains endroits.